

# ge ts autoritaires



© MEDIAPART/SIMON TOUPET.

concerne la crème de la technologie espionne : Predator.

## Un problème européen

Du smartphone de Nour aux secrets de l'alliance Intellexa, nous révélons aujourd'hui l'histoire cachée de ce consortium au travers des « Predator Files », une enquête basée sur des documents confidentiels obtenus par Mediapart et *Der Spiegel* avant d'être partagés avec les membres du réseau de médias Européen Investigative Collaborations (EIC), et à laquelle l'ONG Amnesty International a fourni un appui technique.

Sur base de centaines de documents judiciaires, de retranscriptions d'écoutes téléphoniques mais aussi de contrats et de brochures de présentation de produits, les « Predator Files » révèlent avec un détail inédit les dessous cyniques du business mené par des marchands d'armes de surveillance massive, actifs depuis le cœur de l'Union européenne.

Notre enquête permet ainsi d'affirmer qu'en dépit du dossier judiciaire visant Nexa et ses dirigeants depuis dix ans, ceux-ci ont aussi réussi avec Dilian à vendre Predator au Vietnam et à Madagascar, deux autres régimes aux penchants autoritaires.

Elle dévoile par ailleurs comment les dirigeants de Nexa sont parvenus à approcher l'Arabie saoudite grâce à l'appui de l'ex-responsable de la sécurité du président Macron, Alexandre Benalla.



## ALIADA GROUP

### Sociétés principales

**Cytrox** (Macédoine du Nord)  
**WiSpear** (Chypre)

### Produits phares



**Predator** : logiciel espion capable d'extraire en temps réel les données d'un smartphone

**SpearHead** : interception et intrusion de smartphone via le réseau Wifi

### Personnalité principale



Tal Dilian

Cofondateur et coactionnaire

## L'alliance Intellexa (telle que rendue publique en 2019)

Ensemble, de 2019 à 2021, ils vont :  
- développer



**Le Van 360 AlphaSpear** capable d'injecter directement **Predator** dans un smartphone moyennant une proximité géographique

- s'aider à commercialiser leurs produits respectifs, dont **Predator**, qui sera notamment vendu à l'Egypte, au Vietnam et à Madagascar

## GROUPE NEXA

### Sociétés principales

**Nexa Technologies** (Paris)  
**Advanced Middle East Systems** (Dubai)

### Produits phares



**Cerebro** : système de surveillance du trafic internet



**AlphaMax** : interception et intrusion de smartphone via le réseau GSM

### Personnalités principales



Stéphane Salies



Olivier Bohbot

Cofondateurs et coactionnaires

## 1. « Les tracer, les intercepter, les infecter »

### A.SE (AVEC L'EIC)

Après avoir longtemps cultivé le secret autour de sa personne, Tal Dilian semble en 2019 prêt à entrer dans la lumière. Mais pour dévoiler à la face du monde le joyau de sa couronne, c'est dans une chambre sombre qu'il a convié un journaliste de *Forbes*. Et plus exactement l'arrière d'un van aux vitres teintées, garé en périphérie de la ville chypriote de Larnaca. C'est ici que Dilian a implanté en 2013 sa société spécialisée dans l'interception wifi, WiSpear.

Débordant d'enthousiasme, il vient d'envoyer deux hommes de main en promenade dans les environs. « Nous allons les tracer, les intercepter, puis les infecter », promet-il. Aussitôt dit, aussitôt fait. Sur l'écran d'un ordinateur, un voyant passe au vert. Signe que le téléphone de l'un de ses sbires vient d'être mis sous emprise et que son contenu peut être siphonné. Au cours de cette rare apparition médiatique, Dilian dit espérer que les ventes de son produit rapporteront d'ici peu jusqu'à 500 millions de dollars. Grâce à quelle clientèle? L'homme d'affaires se veut rassurant. Il s'agit seulement d'apporter sa contribution à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. « Nous ne travaillons qu'avec les bons gars », assure-t-il. « Mais parfois les bons gars ne se comportent pas bien. »

A défaut de lui rapporter 500 millions de dollars, l'exploit médiatique de Dilian lui coûtera son van. Peu après la diffusion du reportage, il sera saisi par la police chypriote. Une enquête sera ouverte pour violation de la réglementation sur la protection des données et débouchera sur une simple amende. L'image du businessman en prend malgré tout un coup. Dilian délaisse Chypre peu après pour relocaliser ses quartiers en Grèce, tout en s'attachant à brouiller les pistes derrière lui et ses sociétés. De retour dans l'ombre, il prépare son prochain coup avec ses nouveaux amis français.

## 2. Surveillance-sur-Seine

### A.SE (AVEC L'EIC)

En France, cela fait un moment que le nom de Nexa, fondée sur les cendres du champion français de la surveillance Amesys, traîne dans son sillage un parfum de scandale. C'est qu'Amesys a perdu de sa superbe lorsqu'il est apparu que ses dirigeants avaient élaboré sur mesure, à partir de 2006, un outil superpuissant au profit du dictateur libyen Mouammar Khadafi.

A l'époque, Eagle représente le Graal en matière de surveillance du Net. Il permet de scruter le trafic IP d'un Etat entier. En 2011, des journalistes révèlent l'existence de ce panoptique mis au point en Libye. En France, la Ligue des droits de l'homme et la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) déposent plainte et batailleront durant pratiquement deux ans avant d'obtenir l'ouverture d'une instruction. Des victimes libyennes de répression se constitueront parties civiles.

### Rebond

Pour Amesys, les portes se ferment les unes après les autres. Mais loin d'être défait, Stéphane Salies, ingénieur et ancien cadre de la boîte, semble n'avoir aucune minute à perdre. Il crée en 2012 Nexa Technologies, met la main sur une partie du personnel et reprend les droits d'Eagle, rapidement rebaptisé Cerebro. Olivier Bohbot et Renaud Roques, futurs numéros 2 et 3 de Nexa, le suivent dans l'aventure.

Mais Salies ne s'arrête pas là. Il crée au même moment une autre société à Dubaï, qu'il nomme Ames (acronyme d'Advanced Middle East Systems).

Bien qu'officiellement elles soient distinctes, Nexa et Ames partagent actionnaires et dirigeants. Sur le papier, cette filiale n'est là que pour garantir un accès vers les marchés étrangers et fournir une « proximité avec les clients », tâchera d'expliquer Salies face aux enquêteurs en 2021. Une plaquette de présentation d'Ames dit les choses avec plus de franchise : « Pas

d'impôt sur les sociétés, pas de charges sociales, [...] plus de problème avec la presse, plus de souplesse dans les procédures d'exportation. »

Grâce à l'obtention d'une licence qui lui permettra d'exporter Cerebro depuis Dubaï, accordée par les autorités hexagonales, Ames peut désormais écouler le système vers les marchés étrangers où il vaut mieux garder sous les radars l'implication d'une société française, tout en bénéficiant du régime d'exportation émirati.

Rapidement, les activités de Stéphane Salies et de ses associés reprennent. Nexa se développe dans de nouveaux segments, notamment dans les IMSI-Catcher, systèmes capables d'intercepter des communications via le réseau téléphonique dans un rayon donné. Son nouveau produit phare, dans cette gamme, s'appelle AlphaMax.

### Nom de code : « Toblerone »

Dans le contexte des secousses politiques en Egypte à l'issue du Printemps arabe, les Français sautent sur la nouvelle opportunité risquée. Le gouvernement de Mohamed Morsi a été renversé en 2013 par le coup d'Etat orchestré par le maréchal Al-Sissi. Et les Emirats Arabes Unis, opposés aux Frères musulmans, décident de faire cadeau du système Cerebro au nouveau seigneur de l'Egypte.

Il est convenu que le réseau de surveillance sera vendu par Ames à une société émirati et que le matériel sera exporté depuis Dubaï. Salies signe de sa main le contrat en mars 2014, 13,3 millions de dollars. Nom de code du projet : « Toblerone. »

Ce sont par contre bien des équipes françaises de Nexa qui se rendent en Egypte pour fournir un « service » d'installation du système en tant que « sous-traitant » d'Ames. A l'époque, les autorités d'exportation françaises en sont informées et n'y trouvent rien à redire.

Mais bien les défenseurs des droits humains et la justice. En 2017, les révélations des dessous de « Toblerone »

par le média *Télérama* amorcent le dépôt d'une nouvelle plainte contre Nexa et l'extension de l'enquête pour « complicité de torture » visant déjà ses dirigeants.

Pour Stéphane Salies, c'en est trop : il démissionne de son poste de patron de Nexa et cède les rênes à son associé Olivier Bohbot. Stéphane Salies ne conserve que son mandat de boss d'Advanced Systems. En 2018, il déménage à Dubaï « à cause des problèmes médiatiques », indiquera-t-il aux gendarmes. Dans les faits, il reste celui qui tire les ficelles.

Confrontés par l'EIC au sujet de « Toblerone », Olivier Bohbot et Stéphane Salies demeurent catégoriques. Ils avaient à l'époque comme aiguillon, disent-ils, le blanc-seing de l'Etat français pour délivrer leur produit en Egypte. « On ne peut pas d'une part autoriser et encourager une société à conclure un contrat avec un Etat, et quelques années après la poursuivre pénalement pour avoir précisément conclu ce contrat. »

### Prime de risque

D'après des documents internes analysés par l'EIC, entre 2012 et 2021, le tandem Nexa/Ames a conclu pas moins de 30 contrats dans une vingtaine de pays. Des démocraties européennes, comme l'Autriche et l'Allemagne. Mais aussi des Etats nettement moins pointilleux en matière de respect des droits humains : Oman, Qatar, Singapour, Pakistan, Jordanie.

Des documents internes à Ames démontrent même l'existence de bonus spéciaux en cas de « contrat exceptionnel » visant trois « pays à risque » (Irak, Afghanistan et Libye). « A partir de 10 millions d'euros, une prime exceptionnelle de 4 % de la marge gagnée par Ames sera versée. »

Sollicités à ce sujet, Stéphane Salies et Olivier Bohbot indiquent qu'il n'y « a jamais eu de contrat et/ou de livraison » avec certains de ces pays, sans préciser lesquels.

## De l'Irlande à la Suisse, le « système Predator » réorganisé

A la suite de l'incident chypriote, Tal Dilian et ses associés réorganisent leurs affaires. Durant l'été 2020, les avoirs du groupe Aliada, qui détient notamment les sociétés Cytrox et WiSpear, et dont Dilian est coactionnaire avec Oz Liv (un autre vétéran du renseignement militaire israélien) et le businessman israélien Meir Shamir, sont transférés au terme d'une série de

transactions vers une holding enregistrée en Irlande : Thalestris Ltd. Cependant, l'actionnaire unique de cette nouvelle structure contenant le « système Predator » n'est ni Dilian ni l'un des coactionnaires dans Aliada. Mais un certain Andrea Gambazzi. Un Suisse dont l'adresse se trouve aux Emirats. Actuellement, il dispose de 51,49 % des droits de vote au sein de Thalestris en son nom

propre et, du restant, en tant que *trustee* agissant au bénéfice de tiers à l'identité inconnue. Un homme de paille ? Contacté, ce dernier a fait valoir son droit au silence, invoquant ses obligations légales. Thalestris dispose toutefois d'une directrice générale en la personne de Sara Hamou. Une avocate qui, en plus de partager avec Dilian une adresse à Chypre, semble cohabiter avec lui

dans un chalet surnommé « Chez Dilian » et surplombant le village de Champéry dans le Valais suisse. Sur LinkedIn, Dilian ne se présente plus que comme un simple « conseiller » d'Intellexa. Mais il continuera à jouer un rôle de premier plan dans le consortium, comme en témoignent des messages échangés avec les dirigeants de Nexa fin 2020. A.SE (AVEC L'EIC)



Le chalet « Chez Dilian », niché sur les hauteurs de Champéry, dans le Valais suisse.

© MEDIAPAT/SIMON TOUPET/DIE WOCHENZEITUNG.